COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 12 décembre 2016

Le Conseil Municipal s'est réuni **le Lundi 12 décembre 2016 à 20 heures 00** sous la présidence de Monsieur Marc GODEFROY, Maire de Lezennes.

Étaient Présents :

Mme THYS B. – M. BLOT M. – M. SANDT M.- M. DECOURSELLE F. – M. DUFOUR D. – Mme DESCAMPS F. –Mme LAVOISIER L. - Mme WALAS C. – Mme PETIT C. – Mme BLONDEL C. – M. DESCARPENTRIES L. – Mme DEPLECHIN S. – M. SAGETTE J. – M. MIRABAUD C. – M. FARAJI F. – Mme LAIGNEZ M.F. – Mme DRUON N. – M.MORELLE H.M – M. BOGAERT B.

Absents excusés :

M. CHRETIEN L. donne pouvoir à M. FARAJI F.
M. BILLAS D. donne pouvoir à Mme DRUON N
M.RAIN J.C donne pouvoir à M. GODEFROY M.

Le secrétariat de la séance est assuré par_Mme DEPLECHIN Sandrine

1^{er} Point : Centre Culturel : Construction de la Maison des Arts vivants et réhabilitation de l'Espace Associatif- Validation de l'opération et Autorisation de lancement de la procédure de consultation des entreprises en vue de la signature d'un marché de travaux

Vu l'article 42 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015

Vu le Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Vu la délibération du 14 Avril 2014 portant sur les délégations de pouvoirs du Conseil Municipal accordées au Maire.

Vu la délibération du 09 Septembre 2013 validant la procédure de concours de sélection d'une équipe de Maîtrise d'œuvre en charge du projet de construction du centre culturel de Lezennes

Vu la délibération du 17 Décembre 2014 portant l'attribution du concours de maîtrise d'œuvre de l'opération au cabinet d'architecte TANDEM de Lille

Madame Béatrice THYS, Adjointe aux finances à la culture et à la communication rappelle au conseil le projet de construction d'un Centre Culturel composé de La Maison des arts vivants, futur lieu central de la vie culturelle et associative de Lezennes, qui s'installera sur l'emprise foncière de l'ancienne ferme « Carette » 02 rue Chanzy, et de la Maison des Associations dans le bâtiment de l'ancienne mairie. Ce choix, issu des travaux du mandat précédent, est le fruit d'une étude conduite par le Cabinet HEXA INGENIERIE, qui a mené sous la conduite municipale une importante phase de partage et

de concertation autour des modalités du projet, avec l'école de musique et les associations Lezennoises concernées, de 2012 à 2014.

Dans ce cadre, un concours de maîtrise d'œuvre a été lancé en 2013, à l'issue duquel le cabinet TANDEM de Lille avait été sélectionné le 17 Décembre 2014, par la qualité d'intégration urbaine du projet présenté, compte tenu des objectifs portés par la municipalité à moyen et long termes dans sa réflexion de structuration de la dynamique urbaine communale. Proposant des unités fonctionnelles déterminantes pour l'usage des utilisateurs et des espaces d'aération paysager entre les bâtiments particulièrement pertinents, ce projet propose des connexions piétonnes traversantes entre les différents secteurs de la commune tels que le centre historique et le nouveau secteur du Centre Bourg aménagé par la construction récente d'un îlot d'habitation.

Pour faire suite aux délégations accordées par le Conseil Municipal au Maire par sa délibération du 14 Avril 2014, il est rappelé que Monsieur le Maire est chargé, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget. Toutefois, pour tous les marchés évalués, en amont de la procédure lors de la phase de préparation, à plus de 1 Million d'euros H.T., le Conseil Municipal sera amené à se prononcer sur la validation du lancement de l'opération et du budget prévisionnel affecté à cette dernière.

Or à l'issue des différentes étapes de finalisation du projet avec la maîtrise d'œuvre (Avant-projet sommaire, Avant-projet définitif, phase projet), le projet de construction a été évalué avant consultation des entreprises à 3 657 000 € HT.

Compte tenu des autres dépenses afférentes à l'opération (Mission d'assistance à la Maîtrise d'Ouvrage, forfait de rémunération de maîtrise d'œuvre, primes concours, bureau de contrôle, coordonnateur sécurité, frais de bornage) le coût prévisionnel de l'opération avant lancement de la procédure de consultation est de 4 342 235 € HT, hors coût de désamiantage et démolition de l'immeuble actuel sur le site de la rue Chanzy, intégré dans l'opération globale de démolition des immeubles communaux voués à la démolition dans le cadre d'une opération d'aménagement urbain.

Plan de Financement Prévisionnel (phase PRO préalable à la consultation des entreprises)

Dépenses (€ HT)		Recettes (€ HT)	
Construction	3 657 000	Fonds propres	3 342 235
Maîtrise d'œuvre	520 000	Fonds de concours Métropole Européenne de Lille	1 000 000
Frais annexes	165 235		
<i>(études pré opérationnelles, assistance Maîtrise d'ouvrage, primes de concours, études de sol, diagnostic amiante contrôleur technique, coordinateur sécurité)</i>			
Coût total de l'opération	4 342 235 € HT	Total	4 342 235 € HT

En conséquence, Madame Béatrice THYS propose :

- ✓ De valider définitivement l'opération de construction Centre culturel composé d'une Maison des Arts et d'un Espace Associatif
- ✓ De valider le budget prévisionnel affecté à l'opération et de prévoir l'inscription des crédits nécessaires dans le cadre de l'opération de programme dédié sur les trois prochains exercices budgétaires.
- ✓ D'autoriser Monsieur le Maire à organiser la mise en concurrence selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, et à signer tout document concernant l'attribution de ces marchés, contrats et avenants relatifs à ces marchés.

-----Adoptée à la majorité des votants -----

2^{eme} Point : Centre Culturel : Construction de la Maison des Arts vivants et réhabilitation de l'Espace Associatif-Sollicitation fonds de concours soutien métropolitain aux équipements culturels

Madame Béatrice THYS, Adjointe aux finances à la culture et à la communication rappelle au conseil le projet de construction d'un Centre Culturel composé de La Maison des arts vivants, futur lieu central de la vie culturelle et associative de Lezennes, qui s'installera sur l'emprise foncière de l'ancienne ferme « Carette » 02 rue Chanzy, et de la Maison des Associations dans le bâtiment de l'ancienne mairie. Ce choix, issu des travaux du mandat précédent, est le fruit d'une étude conduite par le Cabinet HEXA INGENIERIE, qui a mené sous la conduite municipale une importante phase de partage et de concertation autour des modalités du projet, avec l'école de musique et les associations Lezennoises concernées, de 2012 à 2014.

Dans ce cadre, un concours de maîtrise d'œuvre a été lancé en 2013, à l'issue duquel le cabinet TANDEM de Lille avait été sélectionné le 17 Décembre 2014, par la qualité d'intégration urbaine du projet présenté, compte tenu des objectifs portés par la municipalité à moyen et long termes dans sa réflexion de structuration de la dynamique urbaine communale. Proposant des unités fonctionnelles déterminantes pour l'usage des utilisateurs et des espaces d'aération paysager entre les bâtiments particulièrement pertinents, ce projet propose des connexions piétonnes traversantes entre les différents secteurs de la commune tels que le centre historique et le nouveau secteur du Centre Bourg aménagé par la construction récente d'un îlot d'habitation.

Par délibération-cadre n° 15 C 0639 du 19 juin 2015 relative au soutien à l'investissement dans les équipements culturels, la Métropole Européenne de Lille a décidé de mettre en place un plan de soutien aux communes pour leurs investissements dans la création ou la rénovation d'équipements qui participent à la dynamique culturelle et artistique du territoire en mobilisant l'outil juridique du fonds de concours défini à l'article L. 5215-26 du Code général des collectivités territoriales.

Le projet d'ensemble regroupe deux équipements structurants en cœur de bourg, rue Chanzy, aux intentions architecturales partagées et qui se feront écho dans leur approche urbaine. Ils répondront également aux impératifs d'accessibilité des équipements publics Le centre culturel sera composé de la Maison des arts vivants répartis en plusieurs pavillons accueillant l'Ecole de Musique Municipale et ses 120 élèves, l'Harmonie Municipale, l'atelier théâtre de Lezennes et le Groupe vocal lezennois.

Le second équipement érigé en Maison des Associations dans les locaux de l'ancienne Mairie, valorisant ainsi le patrimoine historique de la ville et qui fera l'objet d'une réhabilitation et d'une extension sur le parvis. Elle accueillera l'association d'arts plastiques, le club couture et l'association du cercle historique et valorisera l'accès aux carrières souterraines ouvertes au public chaque année lors des journées du patrimoine.

Par son orientation culturelle et la destination de l'équipement, ce programme répond aux critères d'éligibilité portés par la Métropole Européenne de Lille dans son action volontariste de soutien à l'investissement dans les équipements culturels.

Pour rappel, le plan de financement prévisionnel du projet est fixé comme suit :

Dépenses (€ HT)		Recettes (€ HT)	
Construction	3 657 000	Fonds propres	3 342 235
Maîtrise d'œuvre	520 000	Fonds de concours	
Frais annexes	165 235	Métropole Européenne de Lille	1 000 000
<i>(études pré opérationnelles, assistance Maîtrise d'ouvrage, primes de concours, études de sol, diagnostic amiante contrôleur technique, coordinateur sécurité)</i>			
Coût total de l'opération	4 342 235 € HT	Total	4 342 235 € HT

Au regard des critères d'éligibilité retenues par la Métropole Européenne de Lille et l'ambition portée par le projet de la ville de Lezennes, Madame Béatrice THYS propose au Conseil d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter Monsieur le Président de la Métropole de Lille, à soutenir financièrement l'investissement de la commune dans le cadre du fonds de concours métropolitain de soutien aux équipements culturels au montant maximum repris dans le tableau de financement de l'opération et de tout autre organisme institutionnel (ETAT, Département, Union Européenne...) susceptible d'apporter son concours financier au soutien de cette opération.

Le Conseil, après avoir entendu l'exposé de Madame Béatrice THYS, autorise Monsieur le Maire :

- A solliciter le fonds de concours de la MEL de soutien aux équipements culturels
- A signer tout document relatif au conventionnement du soutien financier apporté le cas échéant

- A solliciter tout autre organisme (Etat, établissement public, collectivité, Union Européenne..) susceptible d'accorder son soutien financier à l'opération de construction d'un centre culturel à Lezennes

-----Adoptée à la majorité des votants -----

3^{eme} Point : Subvention GRIMP 59-SDIS du Nord

Monsieur BLOT, Adjoint à l'Animation, au commerce, aux Associations et au Sport, propose à l'Assemblée d'accorder la subvention à l'association ci-dessous désignée :

Association du GRIMP 59 - SDIS du Nord **500€**

La dépense sera supportée par les crédits ouverts à l'article 6574 du Budget Primitif 2016.

-----Adoptée à l'unanimité des votants -----

4^{eme} Point : Accueil Collectif de mineurs 2017

Monsieur Fabien DECOURSELLE, Adjoint à l'éducation, l'enfance, la jeunesse et la prévention, donne connaissance à l'assemblée des modalités de fonctionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement pour l'année 2017.

DATES DE FONCTIONNEMENT

Ouverts aux enfants âgés de 2 à 6 ans (ACM maternel)

- vacances d'hiver
- vacances de printemps
- vacances d'été
- Vacances d'Automne

Ouverts aux enfants âgés de 6 à 12 ans (ACM Primaire)

- vacances d'hiver
- vacances de printemps
- vacances d'été
- Vacances d'Automne

Ouverts aux adolescents âgés de 12 à 18 ans non révolus (Maison des Jeunes)

- vacances d'hiver
- vacances de printemps
- vacances d'été
- Vacances d'Automne
- Vacances de Noël

CREATION D'EMPLOIS ET REMUNERATION DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

- hiver : 15 animateurs – 3 directeurs – 2 animateurs Maison des jeunes.
- printemps : 15 animateurs – 3 directeurs – 2 animateurs Maison des jeunes.

- juillet : 25 animateurs – 2 directeurs adjoints – 3 directeurs – 4 animateurs Maison des jeunes.
- août : 15 animateurs – 3 directeurs – 4 animateurs Maison des jeunes.
- Automne : 15 animateurs – 3 directeurs – 2 animateurs Maison des jeunes.
- Décembre : 2 animateurs Maison des jeunes – 1 directeur.

Les conditions à remplir pour les candidats à un poste d'animateur sont les suivantes :

- être âgé de 18 ans minimum,
- être titulaire du BAFA (base, pratique et perfectionnement) ou diplôme équivalent,
- ou être stagiaire hors-stage (titulaire de la formation de base et du stage pratique),
- ou être inscrit en formation de base et demandeur d'un stage pratique (minimum 14 jours soit 3 semaines d'exercice) ; dans ce cas, l'âge minimum requis est 17 ans.

Les animateurs seront amenés à effectuer le service au Centre Educatif(matin et/ou soir).

Les personnels d'encadrement seront rémunérés ainsi au 01/01/2017.

- les directeurs seront rémunérés sur la base du 5^{ème} échelon de l'échelle de rémunération C2, Indice Brut 372.
- les directeurs adjoints seront rémunérés sur la base du 4^{ème} échelon de l'échelle de rémunération C2, Indice Brut 362.
- les animateurs titulaires du BAFA seront rémunérés sur la base du 2^{ème} échelon de l'échelle de rémunération C2, Indice Brut 354.
- Les animateurs en formation BAFA seront rémunérés sur la base du 1^{ème} échelon de l'échelle de rémunération C2, Indice Brut 351.
- les animateurs non diplômés (éventuellement recrutés pour compléter les équipes d'animation) seront rémunérés sur la base du 1^{er} échelon de l'échelle de rémunération C1, Indice Brut 347.

Les animateurs sont rémunérés – réunion d'animateurs comprise - sur la base de 6 H 30 par jour ou 8 H 30 lorsqu'ils effectuent le service cantine et de 12h00 pour les nuitées avec veillées.

Les animateurs chargés des mini-camps sont rémunérés sur la base de :

- 9 H 00 le premier jour;
- 12 H 00 les jours suivants;
- 9 H 00 le dernier jour.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au budget, chapitre 012

-----Adoptée à l'unanimité des votants -----

5^{ème} Point : Tarif séjour Classe de Neige 2017

Monsieur Fabien DECOURSELLE, Adjoint à l'éducation, l'enfance, la jeunesse et la prévention, présente la proposition de contrat de groupe faite par SA Voyages CATTEAU, dans le cadre des classes de neige, réservée à deux classes de CM.2 de l'école Jules Ferry.

Le séjour se déroulera à MORZINE du 27 Mars au 07 Avril 2017. Le coût prévisionnel par élève est de 1068 €/enfant.

La participation des familles (tarifs fixés en fonction du Quotient Familial 2016, pour les Lezennois) sera de :

QF compris de 0 à 500	150 €
QF compris de 501 à 595	170 €
QF compris de 596 à 715	190 €
QF compris de 716 à 835	210 €
QF compris de 836 à 975	230 €
QF compris de 976 à 1125	250 €
QF compris de 1126 à 1410	270 €
QF compris de 1411 à 2210	290 €
QF compris de 2211 et plus	310 €
Extérieurs	350 €

Les enfants du personnel municipal, du personnel enseignant lezennois et les familles extérieures mais contribuables lezennois bénéficieront des tarifs appliqués aux lezennois.

Les modalités de paiement s'effectueront de la façon suivante :

3 versements d'1/3 de la somme due pour :

- Janvier
- Février
- Mars
-

-----Adoptée à l'unanimité des votants -----

6^{eme} Point : Dispositif communal « Bourse BAFA » d'aide au financement du Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant que pour favoriser l'accès des jeunes au B.A.F.A., la ville de Lezennes souhaite mettre en place un dispositif de « Bourse B.A.F.A. », le B.A.F.A. constituant une porte d'entrée dans les métiers de l'animation et représentant une clé pour évoluer dans un parcours professionnel et personnel,

Considérant que l'aide au financement B.A.F.A. s'inscrit dans la politique municipale à destination de la jeunesse,

Sur le rapport de Monsieur Fabien DECOURSELLE, adjoint délégué à l'Education, l'Enfance, la Jeunesse et la Prévention,

Le Conseil Municipal décide de mettre en place un dispositif de « Bourse B.A.F.A » s'adressant à des jeunes lezennois âgés de 17 à 25 ans, dans la limite de 10 **prises en charge** pour l'année 2017, permettant ainsi d'accompagner des jeunes lezennois motivés par cette formation.

Dit que la ville de Lezennes participera au financement du **stage de base** à raison de :

- Quotient Familial (du responsable légal de la personne pour un mineur ou celui de la personne majeur ou du bénéficiaire CAF auprès duquel il est rattaché, le cas échéant) inférieur à 940 € : octroi d'une bourse de 300 €
- Quotient Familial (du responsable légal de la personne pour un mineur ou celui de la personne majeur ou du bénéficiaire CAF auprès duquel il est rattaché, le cas échéant supérieur à 940 € : octroi d'une bourse de 200 €

Précise que cette participation financière sera versée directement à l'organisme de formation **agréé** sur présentation du devis du stage de base B.A.F.A.

Indique qu'en contrepartie de la participation financière de la ville de Lezennes, le bénéficiaire effectuera :

- En amont du stage de base, un temps d'observation et d'accompagnement auprès d'une structure municipale accueillant des enfants, en tant que bénévole. Ce temps sera d'une semaine.
- Après le stage de base, le stage pratique rémunéré se déroulera à Lezennes dans le cadre des A.C.M. mis en place par la commune.

Un règlement de fonctionnement de cette bourse est défini et adopté par la commission Education.

-----Adoptée à l'unanimité des votants -----

7^{eme} Point : Dispositif de vidéo-protection urbaine convention Métropole Européenne de Lille/ Ville de Lezennes et entre ENEDIS

Monsieur Didier DUFOUR, Adjoint délégué à l'urbanisme, au budget, à l'emploi, à la sécurité et à l'égalité Femmes-Hommes rappelle au Conseil sa validation, lors de sa séance du 27 Juin dernier concernant la mise en expérimentation technique d'un dispositif de vidéo-protection urbaine sur le territoire de Lezennes sur trois zones ciblées par l'étude préalablement effectuée au printemps 2016.

Dans ce cadre et afin de faciliter les opérations de déploiement de réseau nécessaires à la mise en œuvre du dispositif il convient de solliciter l'accord des différents gestionnaires, concessionnaires ou propriétaires des diverses installations présentes sur et sous le domaine public.

A ce titre, la Métropole Européenne de Lille est propriétaire sur les itinéraires envisagés de ces réseaux relevant de son domaine public routier ou non routier.

Il est ainsi proposé la signature d'une convention cadre pour une durée de 12 ans qui encadre la possibilité pour la ville de déployer ses réseaux dans les ouvrages

métropolitains susceptibles de pouvoir les accueillir et ce, sur l'ensemble de son territoire, la signature d'une convention bipartite sur l'utilisation partagée des infrastructures du domaine public métropolitain actera la mise à disposition de ses infrastructures et la possibilité offerte à la commune de Lezennes d'utiliser les installations métropolitaines existantes et de réaliser les éventuels travaux de génie civil nécessaires au déploiement des réseaux reliant le dispositif de vidéo-protection.

Par ailleurs, l'installation d'un réseau de caméras de vidéo-protection sur les supports basse tension requiert l'usage du réseau public de distribution d'électricité aérien à basse tension et implique ENEDIS, gestionnaire du réseau public de distribution électrique, la Métropole Européenne de Lille, organisatrice de la distribution publique d'électricité et la commune de Lezennes qui souhaite installer un dispositif sur les ouvrages susvisés.

Le contrat de concession signé entre la Métropole Européenne de Lille et ENEDIS dans le cadre de définition contractuelle de leurs relations autorise l'installation sur le réseau concédé, d'ouvrages, sous réserve de la signature d'une convention tripartite, sous réserve que qu'il ne résulte pas de cette installation d'augmentation des charges financières, ni trouble dans son exploitation.

La convention prévoit les conditions de mise à disposition des ouvrages, les modalités financières compensatoires concernant le droit d'usage du réseau électrique (55€ HT par support et matériel) et la redevance d'utilisation s'y afférent, les responsabilités respectives engagées par chacun des signataires et la durée de validité de la convention, à savoir dix années à compter de la signature par les parties.

Il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à signer respectivement la convention bipartite entre la Ville de Lezennes et la Métropole Européenne de Lille sur l'utilisation partagée des ouvrages métropolitains et la convention tripartite relative à l'usage du réseau de distribution publique d'électricité pour l'installation et l'exploitation d'un réseau de caméras de vidéo-protection entre la Ville de Lezennes, la Métropole Européenne de Lille et ENEDIS, gestionnaire et distributeur du réseau d'électricité .

Le Conseil, après avoir en tenu l'exposé de Monsieur DUFOUR,

- Autorise la signature par le Maire de Lezennes de la convention bipartite entre la Ville de Lezennes et la Métropole Européenne de Lille sur l'utilisation partagée des ouvrages métropolitains
- La convention tripartite relative à l'usage du réseau de distribution publique d'électricité pour l'installation et l'exploitation d'un réseau de caméras de vidéo-protection entre la Ville de Lezennes, la Métropole Européenne de Lille et ENEDIS, gestionnaire et distributeur du réseau d'électricité
- Autorise la signature par le Maire de toute autre convention régissant les modalités d'accès aux réseaux de tout autre concessionnaire ou propriétaire de réseaux dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif de vidéo-protection urbaine sur le territoire de Lezennes.

-----Adoptée à la majorité des votants -----

8^{eme} Point : débat sur les orientations du règlement local de publicité

Vu l'avis de la commission Equipement Public, Espace Public, Solidarité Internationale en date du 09 décembre 2016.

Les orientations de la commission débattues et amendées lors du présent conseil municipal sont reprises au tableau annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal acte la tenue du débat sur les orientations du règlement local de publicité.

-----Adoptée à l'unanimité des votants -----